

Au-delà des fantasmes, est-ce que l'État profond français existe ?



Par Claude Janvier

Avec le départ possible de Bruno Le Maire en Suisse, pays de cocagne, il apparaît nécessaire d'appréhender ce qu'est l'État profond français, mais aussi de comprendre les mécanismes de la dette réelle de la France. Dette que Bruno Le Maire a largement amplifiée durant son long séjour à Bercy.

Ce concept d'État profond représente la haute administration non élue et choisie par le chef de l'État pour décider de la politique et de la gestion des dépenses publiques. Avec plus de 3 100 milliards de dettes – source Ministère de l'Économie et des Finances 2024 (1), la France est sous la tutelle du lobby bancaire et Emmanuel Macron n'y est pas étranger.

Diplômé de l'école nationale de l'administration puis inspecteur des finances, il quittera la fonction publique pour une banque privée bien connue, à savoir la banque Rothschild, et deviendra son plus jeune associé gérant. Ce management transversal s'appelle « pantoufler ».

À ce sujet, passer de la fonction publique dans le secteur privé s'appelle du « pantouflage » et pose, en général, des problèmes éthiques et déontologiques, du fait d'une transparence souvent absente. Le terme de « rétro pantouflage » désigne, à l'inverse, le passage du secteur privé vers la fonction publique.

Le retour d'Emmanuel Macron dans l'administration française s'effectuera au ministère de l'Économie, véritable « cheval de Troie » du pouvoir bancaire afin de privatiser et de détruire, hélas, l'économie de notre pays. Les privatisations sont rendues légales grâce à une assemblée nationale, muée depuis bien trop longtemps en banale chambre d'enregistrement des ordres émanant du chef de l'État et de son Premier ministre.

Pour bâtir son réseau dans la haute administration, Emmanuel Macron utilise les cercles de réflexions répertoriés dans notre livre, qui sont de véritables lobbys décisionnels, lui permettant de nommer les futurs agents aux postes stratégiques. Ces hauts fonctionnaires obéissent, sans faillir, aux puissances étrangères qui en réalité, sont les véritables commanditaires et donneurs d'ordres à l'Élysée. Toute cette engeance pousse notre pays vers

la ruine, pille l'épargne des Français, et enfonce le peuple français vers une paupérisation de plus en plus visible.

Mais revenons à la dette publique. Elle correspond à l'ensemble des emprunts publics contractés par l'État, la Sécurité sociale, les organismes divers d'administration centrale (ODAC) et les collectivités territoriales.

Le détail de cette dette, tel que présenté sur le site de l'INSEE, se fonde sur la définition de la dette des administrations publiques au sens du Traité de Maastricht.

Pendant plus de trente ans, la France a connu une politique budgétaire laxiste. « L'État providence », souvent utilisé comme vache à lait par les banques, a dépensé sans compter pour financer la dette publique et assurer les salaires des fonctionnaires. Cependant, entre la dette corrélée au PIB et la dette publique, un flou persiste, particulièrement visible dans le bilan comptable de l'État français, notamment dans le registre « hors bilan bancaire ». Ce compte bancaire est fréquemment employé pour dissimuler les dettes embarrassantes – une pratique courante dans le monde financier pour camoufler des actifs toxiques et des soldes négatifs – qui pourraient ternir l'image d'une banque ou d'une multinationale, influant ainsi sur sa cotation boursière.

Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron, le triumvirat de l'enfer, ont généré donc une dette de plus de 3 100 milliards d'euros (1) – source Ministère de l'Économie et des Finances 2024, à laquelle il faut ajouter le hors bilan bancaire :

Extraits de l'article d'Atlantico du 29 mars 2024 : (2)

Engagements hors bilan. Pire que la dette et les déficits, les engagements hors bilan de l'État français

« En revanche, on trouve dans le hors bilan de l'État une dépense quasi certaine liée aux retraites que l'État s'est engagé à verser à ses personnels. Fin 2022, les engagements de retraite de l'État vis-à-vis des fonctionnaires civils et militaires représentaient 1 683 milliards d'euros, soit 65 % du PIB.

La dette publique ne tient pas compte de tous les engagements donnés par l'État. Ce n'est pas en soi une anomalie, sauf dans le cadre des retraites des fonctionnaires. Le dernier compte général de l'État intègre 2 200 milliards d'euros d'engagements hors bilan pouvant donner lieu à une implication indirecte de l'État. L'État garantit, par exemple, les livrets d'épargne réglementés soit 560 milliards d'euros d'engagements hors bilan, apporte 126 milliards de garantie au mécanisme européen de stabilité (MES), garantit 75 milliards d'euros de prêts au titre des PGE, pourrait en théorie être engagé pour le même montant vis-à-vis du plan de relance européen, soutient le commerce extérieur à hauteur de

60 milliards, garantit la dette de l'Unedic à hauteur de 52 milliards...

Les données sur les engagements hors bilan de l'État sont publiques et fournies chaque année dans les comptes de l'État sur le site des ministères économiques et financiers pour un montant total de 3 800 mds € (montant à comparer aux 3 088 mds € de dette indiqués par l'INSEE à la fin de 3e trimestre 2024), dont la moitié comme engagements de retraite de l'État. »

Si l'on additionne 3100 Mds € de la dette publique plus les 3800 Mds € des sommes mentionnées dans le hors bilan bancaire, on obtient un total vertigineux de plus de 6 900 milliards d'euros. Bagatelle !

Le reste de la situation en France est catastrophique. Entre le trafic de drogue qui explose, le nombre de SDF en constante augmentation, la criminalité en hausse, le bradage de nos industries, la crise sanitaire sous gérée, l'empêchement des médecins de soigner, la suppression des lits d'hôpitaux -17.600 -, la destruction de la justice, la privatisation de la Française des jeux, la carte blanche donnée au sulfureux cabinet-conseil McKinsey, la répression sanglante des Gilets Jaunes, les dettes, et la poussée très dangereuse d'une guerre contre la Fédération de Russie avec des provocations inutiles répétées sans cesse, on peut se demander si tout cela est bien réel.

Malheureusement oui. Étonnamment tout s'écroule, sauf le complexe militaro-industriel français. En effet, notre pays vient de décrocher la médaille d'argent mondiale en 2024 pour les ventes d'armes juste derrière les USA.

La France est à l'image de feu son paquebot qui, jadis, était une de nos fiertés. Touché, démantelé, coulé.

Heureusement que les preuves existent, bien que noyées sous un déluge de fausses informations, de discours trompeurs, de photos alléchantes, et masquées par des courbes et des graphiques trafiqués. L'élite au pouvoir semble intouchable. Il ne faut pas oublier qu'elle obéit au doigt et à l'œil à la finance internationale, ainsi qu'à leur idéologie mortifère. Mais le problème réside essentiellement dans la présence des seconds couteaux, au-delà des marionnettistes. Il s'agit de toute l'armada des petits chefs de la République exécutant avec un zèle absolu les ordres, soutenus par une presse obéissante et soumise, par une majorité d'artistes généreusement subventionnés par le ministère de la Culture et avec, malheureusement, une partie importante de la classe moyenne qui, soit se contente de ses propres préoccupations, soit se considère comme le justicier de l'État, donnant du fil à retordre à une minorité consciente des enjeux, tout en essayant de garder le cap envers et contre tous.

Soit, nous allons vers une causalité de plus en plus étendue, à savoir la compréhension des véritables enjeux, soit nous nous enfonçons dans une complaisance d'acceptation passive des événements menaçants notre survie,

celle de nos voisins et de toute la population de la Terre.

Identifier les vrais responsables de nos maux et du déclin rapide de la France, permet, non seulement de comprendre, mais aussi de pouvoir y remédier. Rien n'est écrit, tout peut changer.

Claude Janvier.

Écrivain, essayiste et chroniqueur. Co-auteur du livre avec François Lagarde : « L'État Profond Français. Qui, comment, pourquoi ? » KA Editions.
<https://kaeditions.com/product/letat-profond-francais-qui-comment-pourquoi/>

Notes :

1 <https://www.economie.gouv.fr/cedef/dette-publique>

2 <https://atlantico.fr/article/decryptage/pire-que-la-dette-et-les-deficits-les-engagements-hors-bilan-de-l-etat-francais-dette-publique-insee-emprunts-deficit-charles-reviens-nicolas-marques>